

42

trimestriel
juin 2016
Bureau de dépôt:
6000 Charleroi

Ensemble, changeons la finance

Financité

magazine

ZOOM : Banques,
où est passée
la concurrence ?

ÉVÉNEMENT :
François Ruffin,
la tournée du patron

QUAND L'ÉPARGNE FAIT LE BOULOT



LE MODÈLE BASCULE-T-IL ?

Bernard Bayot

Partout émergent de nouvelles entreprises : initiatives citoyennes qui se transforment en vraies créations économiques, où les circuits sont courts entre le producteur et le consommateur, entre le fournisseur de services et l'utilisateur. Une proximité qui favorise la prise en compte de l'intérêt bien compris de chacun, y compris sur le plan social et environnemental. Un modèle d'entrepreneuriat social, qui ne se définit plus comme une réussite personnelle mais bien collective, par et pour l'ensemble des parties prenantes. Un modèle démocratique, où les femmes et les hommes ne sont plus valorisés à l'aune de leur puissance économique mais sont simplement égaux. Où la dictature d'une minorité argentée, à défaut d'être éclairée, cède le pas sur l'intelligence collective.

Un modèle qui se finance auprès de ses travailleurs, des bénéficiaires de l'activité économique, dans sa zone de développement. L'argent aussi fait circuit court. Et prend du sens pour celui qui investit avec la fierté de savoir où va son argent et en quoi il est utile. Qui permet, par exemple, de confier des terres agricoles à des agriculteurs, en vue de les aider à s'installer et à développer des projets agroécologiques, coopératifs et d'agriculture paysanne, respectueux de la terre. De fabriquer des vélos, élégants et utilitaires, spécialement conçus pour affronter les rues de la ville. Mais aussi de favoriser l'accès du plus grand nombre à une énergie propre, de stimuler la propriété collective visant à satisfaire des besoins sociaux insuffisamment rencontrés, de concentrer des forces culturelles vives pour générer une énergie créative continue. Ou encore de lancer une nouvelle banque honnête et stable.

Cet investissement citoyen est essentiel pour l'entreprise qui resserre encore les liens avec tous ceux qui s'y impliquent : coopérative de producteurs et consommateurs, supermarché participatif, microbrasserie de village intégrée dans son tissu social local... Il est également solidaire avec les moins nantis, proches ou moins proches de chez nous. Qui met en place une activité économique pour les travailleurs précaires en donnant une seconde vie aux biens usagés divers ou contribue à la construction d'un réseau financier accessible aux groupes socialement et économiquement défavorisés dans les pays en voie de développement qui n'ont que rarement accès à des ressources financières.

Il faut être aveugle pour ne pas le voir. Les initiatives se multiplient, se renforcent, ici et maintenant, faisant craquer les certitudes d'un monde qui ne se conjugue déjà plus qu'à l'imparfait. Elles ouvrent la voie à un nouveau développement humain, qui a l'intelligence de ne pas courir à sa perte. Où la finance n'est plus le problème mais une composante essentielle de la solution. À chacun de nous de les soutenir. ■



CE QUE VOUS EN DITES EN DIRECT DE NOS RÉSEAUX SOCIAUX

Bientôt un taux d'intérêt négatif sur les comptes d'épargne ?

Un taux négatif inciterait les gens à retirer leur argent des banques, créant une réelle menace pour elles, et surtout pour la sécurité publique. Si chacun ramène son bas de laine sous son oreiller, bonjour la recrudescence des vols domestiques !

Philippe Grevisse

Le problème est surtout que les banques et leurs actionnaires veulent toujours plus de bénéfices à se répartir alors qu'il n'y a plus de croissance et que les petits épargnants eux, doivent se contenter de 0,1 % de « bénéfice », moins les frais bancaires, en échange de leur épargne. Le seul avantage à en arriver à des taux négatifs serait que cela force les épargnants à investir au lieu d'épargner.

Michele Haot

Le scandale des Panama Papers

Ces montages financiers sont scandaleux, ils ont clairement une influence négative sur la situation budgétaire. Les banques sont responsables, même si on arrive à une situation où elles sont « contraintes » de rendre ces services à une partie de leur clientèle sous peine de la perdre.

Christian Hocq

Va-t-on aller jusqu'au bout pour rechercher, juger et condamner les coupables ou y aura-t-il prescription après de nombreuses années d'instruction et d'entourloupes ? Si ma banque a participé au scandale, je l'interpellerai, comme je l'ai fait dans le passé quand la Générale supportait l'apartheid en Afrique du Sud.

Michel Jehaes

Les conséquences de l'évasion fiscale en Belgique sont désastreuses, conduisant à un appauvrissement généralisé de la population. Le sentiment d'injustice sociale et de révolte vis-à-vis du monde de la finance, des banques, mais aussi des personnes fortunées qui n'en ont jamais assez ne fait que grandir.

Vanessa Crasset

INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER GOOD MONEY ET RÉAGISSEZ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX : WWW.FINANCITE.BE + f

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT FINANCITÉ

Fort de plusieurs centaines de membres, Financité est un mouvement citoyen qui se bat pour une finance plus responsable et solidaire.



DEVEZ MEMBRE POUR 2 € PAR MOIS : VOUS RECEVEZ UN AN D'ABONNEMENT NUMÉRIQUE GRATUIT À LA LIBRE BELGIQUE*

Et chaque trimestre, le Financité magazine et le Financité en mouvement (réservé aux membres) dans votre boîte aux lettres.

Infos et adhésions au 02 340 08 60 ou sur www.financite.be.

* Dans la limite des stocks disponibles.



À DÉCOUVRIR CE MOIS-CI

FINANCITÉ EN MOUVEMENT

Le journal réservé aux membres Financité.

LA VIE DU MOUVEMENT

- Namur-Hainaut : Financité prend ses quartiers à Charleroi
- Liège-Luxembourg : Des groupes de micro-épargne autour de la santé et de l'énergie
- Bruxelles-Brabant : Bientôt des monnaies citoyennes à Bruxelles ?

CAMPAGNES, PLAIDOYER, RECHERCHES

- Panama Papers
- Monnaies citoyennes et pouvoirs publics
- De l'éducation à l'épanouissement



QUI SOMMES-NOUS ?

Le Réseau Financité est un mouvement qui rassemble des centaines de citoyens et d'organisations, tous convaincus par un besoin de changement. Son objectif est de construire tous ensemble une finance responsable et solidaire, qui réponde à l'intérêt général, soit proche des gens et au service de tous.

Pour y parvenir, Financité lance chaque semestre un nouveau cycle de réflexion autour duquel il réalise un travail de recherche et d'investigation à travers des études, des rapports et des analyses. Financité organise des ateliers participatifs, des conférences, des formations, des ciné-débats, le Festival Financité,...

Financité encourage et accompagne des citoyens qui veulent passer à l'action ou s'informer au travers des groupes Financité.

Il se veut porte-parole de ses membres et est là pour transmettre leurs revendications auprès des politiques belges et européens.

Le Financité magazine est une publication du Réseau Financité. Il est édité à 90 000 exemplaires, son but est de faire connaître la finance responsable et solidaire à un public le plus large possible.

Rédaction :
rue Botanique 75, 1210 Bruxelles
(Tél : 02 340 08 60 - Fax : 02 706 49 06)
www.financite.be
Éditeur responsable : Bernard Bayot
Ont collaboré à ce numéro :
Bernard Bayot, Julien Collinet, Nathalie Lemaire, Arnaud Marchand, Laurence Roland.
Graphisme et mise en page :
Louise Laurent & Elise Debouny
Photo de couverture :
© The Hollywood Archive - www.belgaimage.be
Impression : La Libre Belgique





DOSSIER

QUAND L'ÉPARGNE FAIT LE BOULOT

En Belgique, une personne sur quatre n'est pas en mesure de faire face à une dépense imprévue équivalent à un mois de ses revenus. C'est-à-dire qu'elle ne possède que très peu d'argent de côté. Face à l'angoisse des fins de mois difficiles, les conséquences de cette pauvreté sur la santé mentale ou physique ont largement été étudiées. Mais le manque d'épargne peut-il avoir également des conséquences sur l'emploi, tant au niveau de l'accès qu'au niveau de la productivité et de la qualité? Une corrélation qui pourrait ouvrir de nouveaux champs d'action pour l'insertion socio-professionnelle.

© Borkur Sigurbjornsson

DOSSIER

MANQUE D'ÉPARGNE, UN FREIN À L'EMPLOI

Quel impact l'épargne peut-elle avoir sur la recherche d'emploi? En cas de perte de travail, l'épargne peut notamment atténuer les effets d'une trop forte perte de revenus. Ce qui augmente les chances de revenir, sans se dévaloriser, sur le marché de l'emploi.

Julien Collinet

Il a hésité à accepter ce job dans un fast-food. Puis, tout bien réfléchi, Charles se voyait mal enfiler l'uniforme de cette marque de burgers pour travailler dans une odeur désagréable et servir des repas qui le dégoûtaient. Ce journaliste, jeune trentenaire, s'est retrouvé au chômage à la suite d'un plan social dans le média où il était employé à temps partiel. *Au départ, j'ai pris cela comme une chance. C'était une opportunité de développer des projets personnels.* Malgré la faiblesse de ses allocations de chômage, environ 1 000 € par mois, Charles peut maintenir son rythme de vie. *J'ai toujours été économe. Je travaillais depuis 5 ans. Pendant ces années, j'avais pu mettre 10 000 € de côté.* Mais, une fois confronté à la recherche d'un emploi, dans un secteur plus que concurrentiel, il est rattrapé par la réalité. *Mon métier marche avant tout par le réseau. Lorsqu'une offre d'emploi est publiée, ce qui est rare, les recruteurs reçoivent des centaines de CV... Je me suis parfois demandé si j'allais prendre un boulot alimentaire, mais je ne me voyais pas faire un autre métier. Avec le recul, je pense que j'aurais été malheureux.* Le jeune homme aura attendu certes plus de 18 mois avant de retrouver un emploi dans son secteur, mais grâce à son épargne, il a tenu bon et peut désormais poursuivre sa carrière.

Les vertus de l'épargne de précaution

Les liens entre épargne de précaution (c'est-à-dire une somme d'argent mise de côté pour faire face aux imprévus) et emploi ont été peu étudiés. Le Forem et Actiris, les services publics chargés de l'emploi en région bruxelloise et en Wallonie, n'ont pas pu répondre à nos questions, faute de données. Une étude publiée en France par deux chercheurs de l'Université de La Sorbonne pour l'INSEE apporte tout de même quelques éléments de réponse¹.



© Fdecomité

Un chômeur sans aucune épargne a plus de chance de rester longtemps sans emploi.

En se basant sur le compte d'épargne, qui s'avère être le produit financier le plus à même, du fait de sa liquidité, à jouer un rôle contre les risques liés au marché du travail, les deux économistes ont pu démontrer que l'épargne de précaution permet au chômeur d'être plus sélectif dans sa recherche d'emploi. Ainsi, plus il a d'épargne, plus il sera en mesure de refuser un travail mal payé ou ingrat. Plus surprenant, il est également prouvé qu'un chômeur qui n'a aucune épargne reste plus longtemps à chercher du travail qu'un demandeur d'emploi possédant une épargne équivalente à un an d'allocations de chômage. De fait, 46 % des chômeurs étudiés qui se trouvaient dans cette situation relativement plus confortable avaient retrouvé un emploi au bout de 5 mois, contre 39 % pour le groupe de ceux qui ne disposaient d'aucune épargne. Paradoxalement, toutefois, plus l'épargne dont dispose le chômeur est élevée, plus sa période de chômage est susceptible de s'allonger, car il cherchera un emploi à la hauteur de ses attentes, tant en termes de revenus que de conditions de travail.

« Je n'étais pas en stress permanent »

Éric a ainsi été chômeur de longue durée, de 2007 à 2016. Durant cette période, il a été frappé par une grave maladie qui l'a handicapé dans ses recherches. *J'avais été retenu pour un très bon emploi. Mais les journées de traitement que je devais suivre m'ont empêché de l'accepter.* Son allocation de chômage s'élève alors à environ 950 € par mois. Avec un enfant à charge, il considère qu'elle n'aurait pas été suffisante pour vivre. Heureusement pour ses finances, il avait hérité d'une maison qu'il avait retapée lui-même avant de la revendre. L'opération lui a permis de dégager un bénéfice de 85 000 €. *Cet argent que j'avais de côté a fondamentalement modifié ma période de chômage. J'ai pu mettre en place des projets.* Éric crée ainsi une ASBL gravitant autour de l'environnement et de l'écologie, deux sujets qui passionnent ce quinquagénaire. Mais son épargne détermine également ses marges de manœuvre dans sa recherche d'emploi : il se permet d'être insolent avec l'ONEM selon ses propres termes. *J'étais capable de prendre des risques, de ne pas être en stress permanent. D'habitude, un chômeur a très peu d'argent de côté.*

Lorsque les huissiers frappent à la porte, la priorité n'est pas d'envoyer un CV.

Alors qu'il possède une solide expérience dans l'éducation, il refuse tous les emplois qui lui sont proposés dans ce secteur. *C'était une question de survie. Psychologiquement, je n'étais pas prêt à refaire ce travail.* Malgré tout, avec le recul, il analyse cette période de chômage comme un passage difficile. *C'est très infantilisant. Vous subissez des contrôles, vous devez rendre des comptes tous les 6 mois en apportant les preuves que vous avez recherché activement un emploi. Vous devez avoir envoyé au moins dix candidatures par mois. Alors, même si vous n'êtes pas intéressé par un job auquel vous postulez, vous vous présentez à l'entretien. Je n'ose imaginer combien ça aurait été dur si j'avais été fauché.* Depuis février, Éric a retrouvé du travail dans une ferme pédagogique où il s'épanouit. Cet emploi étant toutefois précaire, il redoute un retour par la case chômage alors qu'il ne lui reste plus d'épargne.



© World Bank Photo Collection

Le surendettement augmente fortement les risques d'accident au travail.

Le risque du surendettement

Bien que l'épargne moyenne du Belge s'élève à 21 528 €, de nombreux Belges se trouvent en situation de risque de surendettement. Selon l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), un Belge sur quatre serait incapable de faire face à une dépense imprévue équivalente à un mois de ses revenus. C'est-à-dire qu'un quart de la population ne possède pas ou ne possède que très peu d'épargne. Ces 25 % de Belges les plus pauvres se retrouvent ainsi dans une situation pouvant les amener à connaître de sérieuses difficultés financières voire de surendettement en cas de facture imprévue, ou d'accident de la vie. *Le surendettement a de graves conséquences pour les demandeurs d'emploi : il ralentit fortement leur recherche d'emploi,* explique Caroline Jeanmart, sociologue à l'Observatoire du crédit et de l'endettement. *Lorsque vous savez que les huissiers peuvent frapper à votre porte, la priorité n'est pas d'envoyer des CV. Il y a également une perte d'estime de soi ; on n'est, du coup, pas dans les meilleures dispositions pour se présenter devant un recruteur. Enfin, certains emplois nécessitent un véhicule. Or, si vous n'avez pas l'épargne disponible, il vous sera impossible de vous en procurer un.* Selon les derniers chiffres disponibles, en 2014, en Wallonie, dans 11,1 % des dossiers traités par les services de médiation de dettes, la perte d'emploi d'un des membres du ménage était l'un des facteurs déclencheurs du surendettement. Mais le surendettement touche également des personnes salariées. Dans les dossiers de médiation de dettes en Belgique, un tiers concerne des personnes qui ont des revenus professionnels. Ceci inquiète, d'ailleurs, de plus en plus d'employeurs. *Nous proposons des formations dans les entreprises afin de détecter les employés qui*

sont aux prises avec des problèmes financiers. Cela peut se manifester par une saisie sur salaire ou un employé demandant une avance, explique Aurélie Jourdain, chargée de prévention à l'Observatoire du crédit. Les entreprises visées sont avant tout celles où exercent des travailleurs pauvres, comme les sociétés de titres-services, ou la grande distribution. Mais certains services publics sont aussi concernés : *À la police de Charleroi, on a constaté qu'il y avait un cas de saisie sur salaire par semaine !*

Si le phénomène inquiète de plus en plus le patronat, c'est avant tout parce qu'un salarié en situation de détresse financière est moins productif. *On note de réels problèmes d'absentéisme,* poursuit Caroline Jeanmart. *Le travailleur peut avoir des démarches supplémentaires à faire. Certains ne vont pas pouvoir effectuer les réparations nécessaires sur leur véhicule et auront plus de difficulté à se rendre sur leur lieu de travail. Plus grave encore, le surendettement entraîne un risque accru de vulnérabilité aux addictions, comme l'alcoolisme. D'un point de vue psychologique aussi, la facture peut être lourde,* explique la sociologue. *Les gens ont une tendance à s'isoler. Une personne me rapportait récemment qu'elle ne pouvait plus se permettre d'aller manger un bout avec ses collègues à midi, comme elle en avait l'habitude.* La concentration des travailleurs s'en trouve également altérée. Une entreprise de construction expliquait que les deux derniers cas d'accidents du travail concernaient des travailleurs surendettés. ■

1. Yann Algan, Antoine Terracol. L'influence de l'épargne de précaution sur la recherche d'emploi. Économie et Statistique, INSEE, 2002



© Pexels Photo

L'ASSURANCE COMME FILET DE SÉCURITÉ

Il existe des contrats d'assurance pour anticiper une perte de revenus professionnels. En Wallonie, la Région assume elle-même le montant de la prime en cas de souscription d'un emprunt hypothécaire.

Pour se prémunir contre une chute de revenus consécutive à une incapacité de travail liée à une maladie ou à un accident, il est possible de se constituer une épargne de précaution en souscrivant une « assurance revenu garanti ». Les assureurs privés proposent ce type de produit, qui peut s'avérer intéressant notamment pour les travailleurs indépendants ou les gérants de société, qui disposent d'une faible allocation de revenu de remplacement en cas de maladie. Les indemnités cumulées de l'assureur et de l'INAMI peuvent alors monter jusqu'à 80 % du revenu initial. Ces contrats se révèlent toutefois relativement coûteux. Ce que peu de gens savent, c'est que certains Wallons peuvent bénéficier gratuitement de ce type d'assurance depuis 1986 même si les conditions pour en bénéficier demeurent assez strictes. En effet, bien que cette mesure reste méconnue, la Région wallonne permet aux propriétaires d'un logement de bénéficier d'un contrat gratuit auprès d'Ethias depuis 1986. À la différence des contrats payants, cette « assurance gratuite contre la perte de revenus » présente l'avantage de s'étendre aux pertes de revenus consécutives à un licenciement. Le budget annuel de cette mesure approche les 3 millions d'euros. Elle est ainsi réservée aux personnes en CDI, aux fonctionnaires statutaires ainsi qu'aux indépendants. Il est également nécessaire d'avoir contracté un emprunt hypothécaire pour construire ou acheter une habitation neuve, ou ancienne si l'on a procédé à des travaux de rénovation, ou enfin pour effectuer des travaux dans la maison où l'on réside. *L'assurance rentre en vigueur si, trois mois après son licenciement ou sa maladie, la personne n'a pas retrouvé de travail,* précise Isabelle Gouthiere, responsable des aides aux particuliers du département Logement de la Région wallonne. *Attention ! En cas de licenciement pour faute grave, cela ne fonctionne pas. L'assurance doit également avoir été contractée moins de deux ans après l'emprunt hypothécaire.* L'indemnité doit aussi prouver qu'il perçoit des allocations de chômage. En cas de coup dur, il peut ainsi toucher jusqu'à 6 200 € par an, sur une durée maximale de 36 mois. Selon la Région wallonne, environ 1 800 demandes sont envoyées chaque année. « Le nombre de sinistres déclarés à la compagnie d'assurances est de l'ordre de 400 par an », poursuit Isabelle Gouthiere. *Les retours de ce qu'on entend sur le terrain sont très positifs. Bien souvent, cela permet aux gens de conserver leur maison, alors que, sans ce filet de sécurité, ils auraient été contraints de la revendre.*

L'ÉPARGNE SUR COURANT ALTERNATIF

Même en disposant de peu de revenus, certains arrivent à développer des astuces pour épargner autrement.

Julien Collinet

Chantal, micro-épargnante

Chantal, sans ressources, vit grâce à la pension de son mari. Depuis 2012, elle participe à des groupes de micro-épargne l'incitant à mettre de côté, chaque mois, de petites sommes afin d'anticiper les coups durs.

— Cette fois, tu viens au CPAS épargner avec moi, a lancé Chantal à son mari ce jour-là. Placide, Émile, n'a pas bronché face à cette femme au caractère bien trempé. Ce couple de Gilly, en périphérie de Charleroi, tient la barre depuis 44 ans. On s'est rencontrés à l'usine, se remémore Chantal. Les ACEC (Ateliers de constructions électriques de Charleroi), c'était une des grosses boîtes du coin, ça employait du monde. Peu avant le démantèlement de l'usine en 89, Chantal, comme nombre de ses collègues, est licenciée. Émile ne tardera pas à subir le même sort quelques années plus tard. Dans une commune où le taux de chômage dépasse les 20 %, elle n'a d'autre choix que d'enchaîner les petits boulots dans la restauration. J'ai fait de la plonge, mais à la main ! On n'avait pas de machine. Ça a tué mon dos. Maintenant j'ai de l'arthrose, je ne peux plus travailler. Une fois ses droits chômage épuisés, en 1996, le couple a dû survivre avec les seuls revenus d'Émile. On n'a plus que la pension de mon mari, 1 600 €. Mon grand drame c'est que je n'ai pas cotisé suffisamment d'années pour avoir droit à ma propre pension. Le crédit de la maison était loin d'être remboursé, les factures se sont accumulées. On est tombés dans le trou, avoue Chantal. Le plus dur, c'est de demander de l'aide. Il faut un sacré courage pour pousser la porte du CPAS. En 2010, elle entre en médiation de dettes. Un chemin parsemé d'embûches qui se terminera en 2014. Depuis, j'ai remonté la pente. Il faut en être fier ! On a sorti la tête de l'eau. Cette année-là, on a fini de rembourser les crédits de la maison et de la voiture. C'est un poids en moins. Aujourd'hui, il ne reste au couple qu'un prêt à 0 % contracté pour des travaux dans leur salle de bain. Encore 2 ans à verser 166 € tous les mois. En dépit de cette amélioration, la situation reste précaire et les loisirs sont rares. Le matin, je m'occupe de mon beau-père, il a 87 ans. Puis je regarde la TV et je fais la sieste. Même le budget nourriture est serré. On n'a pas le droit aux colis alimentaires du CPAS : on nous a dit que la pension d'Émile est trop élevée. Heureusement quand on est vieux, on mange moins. Une soupe et un plat chaud le midi, ça nous suffit pour la journée.

Entre-temps, Chantal a suivi au CPAS des séances de groupes avec un avocat pour se prémunir contre le danger des démarcheurs, des escrocs, soupire-t-elle. Au même moment,



en 2012, sa médiatrice de dettes lui a proposé de participer à un programme test de micro-épargne mené par Financité. Pendant un an, Chantal s'est jointe à un groupe pour placer sur un compte d'épargne de petits montants (entre 5 et 20 €) chaque mois, bonifiés à hauteur de 50 % annuels (aujourd'hui 20 %). Elle a également suivi une série de modules de formation pour gérer son budget et apprendre des trucs et astuces pour économiser. Chantal, qui n'avait pas un centime de côté s'est appliquée avec rigueur à suivre le programme. Elle exhibe aujourd'hui fièrement son diplôme de « super-épargnante ». Le fait que l'argent soit bloqué, ça change tout. Si on avait mis cette somme dans une tirelire, au premier coup dur, on l'aurait cassée. L'an dernier, la voiture du couple est tombée en panne : La facture s'élevait à 500 €. Sans cette épargne, on n'aurait pas pu payer. À l'automne dernier, le programme a repris dans une plus grande ampleur. Une trentaine de groupes ont été constitués en Belgique francophone, dont deux au CPAS de Charleroi. Chantal n'a pas hésité une seconde, et emmené avec elle Émile. Les deux Carolos, maîtrisent aujourd'hui beaucoup mieux leur budget, et ont même développé de leur propre initiative des techniques d'épargne alternative. Chaque année, ils partent se ressourcer deux semaines à la mer en Normandie. Le voyage se prépare toute l'année. Plutôt que de déboursier le montant de la réservation lors du départ, Chantal, verse 40 € par mois au camping pour le loyer de son emplacement. Il paraît que le bruit des vagues, ce n'est pas conseillé pour les personnes stressées. Pourtant, moi, c'est l'une des rares choses qui m'apaise.

© Pexels Photo



Olivier, 2 enfants à charge et un budget serré

— Chaque matin, Olivier, prend le métro pour se rendre dans le quartier européen. Employé par la Commission européenne, le costume-cravate est de rigueur. À première vue, on pourrait penser que sa situation financière est confortable. Il n'en est rien. Olivier est contractuel, et touche 1 800 € par mois. Il enchaîne les contrats à durée déterminée et alterne les périodes de chômage. On ne sait qu'au dernier moment si l'on va être renouvelé. On a tout le temps le couteau sur la gorge, explique-t-il. Récemment, il a signé un contrat de deux ans. Je vais enfin pouvoir un peu souffler et voir venir. C'est le bout du tunnel. Un divorce l'a frappé il y a trois ans. Il s'est alors retrouvé avec deux jeunes enfants à charge, mais a choisi de rester avec eux dans le même appartement pour leur bien-être. Le loyer dépasse les 900 € par mois, c'est beaucoup. La récente indexation a fait beaucoup de mal à mon budget. Il reconnaît également avoir toujours eu du mal à gérer ses finances. En 2012, j'ai déconné avec ma carte de crédit. Mastercard, me réclamait quelques milliers d'euros de dette, j'ai dû entrer en médiation. Je leur dois encore quelques centaines d'euros, et mes demandes d'ouvertures de crédit sont automatiquement refusées. J'en aurais pourtant eu besoin. À la fin du mois, son compte bancaire flirte dangereusement avec le zéro. Placer de l'argent sur un compte d'épargne ? Je n'y pense même pas. Mon épargne ce sont les provisions de charges mensuelles de mon loyer comprenant le gaz et l'eau. On essaie de prendre des douches éclair, je fais la vaisselle à l'eau froide. Au printemps, le propriétaire me rembourse le surplus et je peux envoyer les enfants en vacances, l'été, chez mon frère, dans le sud de la France.

Céline, « salariée freelance » isolée

— Céline est graphiste. Son bureau se situe dans un quartier populaire de Bruxelles. Elle le partage avec quatre autres travailleuses. Au début, j'ai essayé de bosser à mon domicile. Mais c'est très dur de séparer la vie privée de la vie professionnelle. Ici, on a la chance d'occuper un centre d'entreprises subsidié. Le loyer n'est que de 450 €, soit 90 € par personne. Comme beaucoup de gens de son métier, elle travaille à la tâche et non comme employée. Les commandes peuvent donc être très fluctuantes. Tu ne sais jamais quand ça va tomber, explique-t-elle. Il y a deux gros rushes : à la rentrée et avant Noël. Certains mois sont très compliqués. Plutôt que d'être affiliée au régime indépendant, Céline a choisi de facturer ses prestations sous contrat Smart (une coopérative visant à décharger de la gestion administrative les artistes et créateurs), ce qui représente certains avantages. Aux yeux de l'ONEM, elle est ainsi considérée comme demandeuse d'emploi, et salariée de Smart à travers des contrats en CDD, ce qui lui permet de toucher un petit complément de chômage. Je gagne entre 850 et 1 250 euros net par mois grâce à mes prestations de travail, qui peut être complété par le chômage, me garantissant un minimum de 1 200 € au total. Sur chacune de ses factures, en plus des cotisations sociales, Smart ponctionne 6,5 % de commission, dont 4 % alimentent un fonds de solidarité. Ça permet d'éviter les catastrophes. Un de mes clients a fait faillite. Or, il me devait 5 000 €... J'ai pu les récupérer. Si j'avais été indépendante, je n'aurais rien eu. Au début de sa carrière, Céline a travaillé comme salariée dans une maison d'édition. À cette époque elle était en mesure de mettre un peu d'argent de côté. Aujourd'hui, elle reconnaît avoir juste un mois ou deux d'épargne. On paie les factures au jour le jour. Mais elle utilise également l'une des spécificités offertes par Smart pour anticiper les mois où elle recevra peu de commandes. Je peux provisionner une partie de mon argent sur le compte Smart. Je viens de travailler sur un gros projet. J'attends pour le facturer. D'abord, c'est un geste commercial par rapport à mon client. Ensuite, en laissant cet argent de côté, je pourrai le débloquer au prochain mois difficile. Ça peut éviter de tomber dans le rouge.



© Joëlle Lè

ZOOM

CONCURRENCE BANCAIRE ACCRUE, UN AVANTAGE POUR LES CONSOMMATEURS ?

La concurrence bancaire ne garantit pas une offre de services financiers de qualité à tous. Il est essentiel de protéger la diversité de l'offre de services financiers, bancaires et d'assurances.

Arnaud Marchand

— Selon une idée généralement répandue, une concurrence accrue garantit une amélioration de l'offre au bénéfice des consommateurs. On imagine en effet que la concurrence va pousser les fournisseurs de services à améliorer la qualité de leur offre et à élargir leur clientèle, jusqu'à s'ouvrir à des clients a priori moins rentables. L'Union européenne s'attache depuis plusieurs années à accroître la concurrence transfrontalière, arguant que les marchés financiers seraient alors à même de fournir de meilleurs produits, plus diversifiés. Cet accroissement a-t-il porté ses fruits ?

Au vu des franges de population qui sont encore délaissées par l'offre bancaire, il est permis d'en douter. La concurrence entre des institutions bancaires similaires est au contraire susceptible d'avoir un impact négatif sur la qualité des services proposés aux consommateurs.

La concurrence profite aux grands

L'uniformisation du modèle bancaire découle de l'évolution de la régulation bancaire européenne. Les critères et conditions d'obtention de la licence bancaire ont augmenté de façon drastique. Par conséquent, les établissements financiers de l'économie sociale et solidaire ont dû se soumettre à cette uniformisation ou disparaître. Les grandes banques d'épargne ont été favorisées au détriment des plus petites, qui souhaitaient rester locales et engagées.

Or, il existe une différence claire entre leurs activités. Les petites banques se consacrent davantage au métier traditionnel de la banque, ce qui se reflète dans leur bilan : elles octroient (proportionnellement) davantage de prêts et leurs activités de trading sont moindres. De plus, elles s'appuient bien souvent sur un ancrage local fort, favorisant ainsi le développement économique local.

Une concurrence sur les prix

Dans les faits, si la libéralisation économique a sans doute augmenté la concurrence, la diversité des services offerts et des publics ciblés a, en revanche, reculé.

Quand tous les acteurs visent un même objectif de maximisation du profit et adoptent une même structure, ils développent des stratégies qui tendent à s'uniformiser. Ces dernières décennies, les institutions financières sont progressivement devenues de plus en plus semblables : elles dépendent des mêmes sources de financement, opèrent dans les mêmes marchés globaux, entreprennent le même type d'activité et analysent les risques de façon similaire, ce qui génère des comportements identiques. Or, la concurrence

Les banques sont poussées à mettre sur le marché des produits plus opaques et plus dangereux pour le consommateur.

entre des établissements uniformes perd de son efficacité. Quand elle s'exerce dans un marché peu diversifié, proposant les mêmes types de produits ciblant les mêmes clients, la concurrence se joue surtout sur les prix. Bien que leur réduction temporaire apparaisse positive pour le consommateur, elle est susceptible d'avoir des conséquences problématiques. La baisse des prix a pour effet de réduire les marges des banques, ce qui peut les amener à développer des produits plus complexes et plus rentables pour compenser les bénéfices perdus. La mise sur le marché de produits plus opaques, comporte davantage de risque pour les consommateurs. Elle s'accompagne souvent d'approches de vente agressives et prédatrices, tirant profit du faible niveau d'éducation



© Gary Knight

Jean-Marc de Boni
© Nicolas Robin



LE DIFFICILE ESSOR DES BANQUES ÉTHIQUES

La Nef, est devenue, en avril, la première banque française éthique. Elle propose désormais des comptes courants aux professionnels, avec pour objectif d'élargir son offre aux particuliers d'ici la fin 2017. Interview avec son président, Jean-Marc de Boni. J.C.

Quel est l'impact des réglementations européennes sur l'émergence de nouvelles banques ?

— Les réglementations européennes freinent fortement l'émergence de nouvelles banques dans l'absolu, mais c'est encore plus vrai pour les banques éthiques. On leur applique les mêmes exigences alors qu'elles s'interdisent de nombreuses choses, comme la spéculation. Il n'y a pas de prise en compte de la réalité de nos métiers. C'est pour cela que nous avons d'abord limité notre offre de moyens de paiement aux professionnels. La discussion a immédiatement été beaucoup plus sereine avec le régulateur, quand il a appris que l'on ne proposerait pas d'offre aux particuliers, car son rôle est de protéger le consommateur. Ce n'est pas un problème de capital puisque grâce à nos 40 000 sociétaires, notre capital s'élève à 40 millions d'euros.

Souffre-t-on d'un manque de concurrence bancaire ?

— Oui. En Europe, mais encore plus particulièrement en France, la diversité bancaire est quasi inexistante. Les cinq plus grandes banques ont exactement le même modèle économique et quatre d'entre elles sont classées comme systémiques. On a écrasé la biodiversité qui pourrait exister. Cela a de nombreuses conséquences. On freine notamment le développement de nouveaux moyens de paiement, comme le paiement par téléphone mobile. Ces nouveaux moyens de paiement ont pourtant des coûts beaucoup plus faibles, qui seraient grandement profitables au consommateur. Le secteur freine des quatre fers en prétextant une sécurité défailante, mais c'est faux. Ces moyens de paiement sont notamment plus fiables en termes de traçabilité des fonds.

Quel impact cela a-t-il sur l'économie ?

— Cela entraîne un accès très difficile au crédit pour les PME qui sont innovantes dans tous les sens du terme. Pour octroyer un crédit, les banques traditionnelles vont appliquer les mêmes critères à ces sociétés qu'à des entreprises traditionnelles. Lorsqu'une entreprise éthique s'inquiète de la répartition équitable de la richesse, elle va, par exemple, accorder une attention moindre à ses actionnaires. La banque va en déduire que ces derniers risquent de se retirer. Il ne viendrait jamais à l'idée d'un analyste financier qu'un actionnaire peut être là pour autre chose que pour gagner de l'argent. Dans ces entreprises, c'est l'attention portée aux salariés ou aux fournisseurs qui est la plus forte. Devant cet état de fait, l'analyste financier, lui, va préconiser de générer de la trésorerie d'exploitation. C'est-à-dire payer ses fournisseurs au lance-pierre, pousser ses clients à payer très vite avec le plus de marge bénéficiaire possible. Une banque éthique va, au contraire, considérer qu'une entreprise qui se comporte de la sorte présente un risque majeur.

financière d'un certain nombre de consommateur pour leur faire oublier toute prudence de base au moyen d'offres alléchantes (proposant d'importants bénéfices, de faibles taux d'intérêt...). Les produits étant construits pour générer des marges plutôt que pour répondre à un besoin précis, la réelle volonté d'aider le client qui rencontrerait des difficultés est également remise en question. Dès lors, le consommateur est au final exposé à des risques d'exclusion liés aux difficultés d'usages qu'il risque de rencontrer.

Ode à la diversité bancaire

Une diversité bancaire est essentielle en vue d'améliorer la qualité de la concurrence. La présence sur le marché d'organisations ayant d'autres préoccupations que la « maximisation du profit » – telles que les caisses d'épargne ou les coopératives – permet d'élargir le champ des publics ciblés ainsi que celui des produits proposés. De plus, un système financier composé de modèles d'affaires diversifiés semble davantage résistant qu'un système qui tend à converger vers un modèle d'affaires unique. Le cas de la Belgique, où le modèle des banques universelles est peu à peu devenu dominant, est révélateur. Dès le début de la crise financière, le système bancaire se serait virtuellement effondré sans une intervention massive du gouvernement. La diversité des prestataires financiers garantit des positionnements différents sur le marché, avec des spécificités, des cibles de clientèles diversifiées, des gammes de produits adaptés... Pourtant, les réformes structurelles du secteur bancaire européen sont loin de favoriser le développement des banques de petite et moyenne taille. Sur le long terme, cela peut entraver le rôle joué par ces banques dans le financement de l'économie réelle, à travers les produits et services offerts aux petits clients. ■

D'APRÈS UNE ANALYSE D'OLIVIER JERUSALMY, « POURQUOI LA CONCURRENCE BANCAIRE NE GARANTIT PAS UNE OFFRE DE SERVICES FINANCIERS DE QUALITÉ À TOUS ? », RÉSEAU FINANCITÉ, MAI 2015. RETROUVEZ TOUTES NOS ANALYSES SUR WWW.FINANCITE.BE.

DE L'ARGENT COMME S'IL EN PLEUVAIT ?

Et si la Banque centrale européenne distribuait de l'argent directement aux citoyens plutôt que d'inonder les marchés de liquidités ? Cette idée iconoclaste baptisée « finance hélicoptère » est soutenue par de plus en plus d'économistes. Le président de la BCE, Mario Draghi lui-même, a soulevé la question le 10 mars dernier. Depuis mars 2015, la BCE rachète pas moins de 60 milliards d'euros de dette publique chaque mois. La campagne « QE for people¹ » milite pour que cet argent soit redirigé vers l'économie réelle. Selon le collectif d'associations et d'économistes qui a lancé cette campagne, ces sommes pourraient être distribuées par les gouvernements sous la forme de baisses d'impôts ou sous la forme d'investissements.

1. <http://www.qe4people.eu/>



© David Seibold



LES PÉTROLIERS (UN PEU PLUS) SOUS LA PRESSION DES ACTIONNAIRES

Le 25 mai, en assemblée générale, les actionnaires des géants pétroliers ExxonMobil et Chevron ont rejeté une série de propositions visant à lutter contre le réchauffement climatique. L'une des résolutions demandait à Exxon d'évaluer l'impact financier des politiques publiques environnementales sur son activité à la suite de l'Accord de Paris sur le climat, conclu en 2015. Seuls 38 % des actionnaires ont voté en faveur de celle-ci. Du côté de Chevron, la même proposition a recueilli 41 % des votes. Insuffisant donc, mais ce n'était pas la première fois que cette proposition était votée, et la part d'actionnaires lui étant favorable est en net progrès par rapport aux années précédentes. Cela prouve que malgré cet échec l'impact climatique rentre de plus en plus dans leurs préoccupations. Une autre motion, visant à enfin contraindre les deux compagnies pétrolières à adopter une politique limitant le réchauffement climatique à 2 °C par rapport à la période pré-industrielle n'a recueilli que 18,5 % des suffrages exprimés chez Exxon et 8 % chez Chevron. Il est à noter que l'an dernier, ExxonMobil avait annoncé une distribution de dividendes record de 12,2 milliards de dollars, surpassant même Apple.

UNE TROISIÈME VOIE POUR BELFIUS ?

Une plateforme réunissant plusieurs ONG et syndicats planche actuellement sur l'avenir de Belfius. Face à la volonté du gouvernement de vendre la banque publique avec pour seul objectif une maximisation du profit sans aucun débat public ou politique, ces organisations désirent proposer une alternative. *Aujourd'hui, les discussions sur l'avenir de Belfius ont lieu derrière des portes closes, bien que chaque citoyen a contribué à hauteur de 363 euros et que la banque a une valeur sociétale évidente. L'avenir de Belfius mérite une discussion ouverte et publique, où toutes les hypothèses doivent être prises en compte* affirmait l'association Fairfin membre de la plateforme.

DES FAMILLES DE PLUS EN PLUS PAUVRES

D'après Famifed, l'Agence fédérale pour les allocations familiales, trois familles belges sur quatre consacrent le montant des allocations familiales aux dépenses du ménage. C'est-à-dire que celles-ci servent à payer le loyer, les courses alimentaires, ou l'achat de vêtements. La moitié des familles affirme être incapable de faire face à une dépense imprévue de 900 €. Pour les familles bénéficiant d'allocations majorées, cette part atteint 85 %. Seuls 8 % des familles peuvent parfois placer l'argent des allocations familiales sur un compte d'épargne pour anticiper de futures factures.



© Stuart

LE (MAUVAIS) PROCÈS DE LA FINANCE

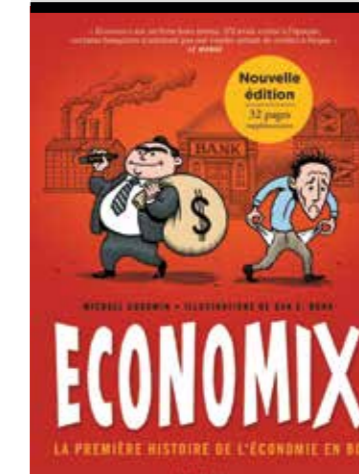
Le procès de l'ancien employé du cabinet d'audit PwC, Antoine Deltour, s'est tenu du 26 avril au 10 mai à Luxembourg. Ce lanceur d'alerte avait pourtant permis de faire éclater le scandale LuxLeaks, en divulguant des accords secrets passés entre l'État luxembourgeois et de grandes entreprises désireuses d'échapper à l'impôt des pays où se situent leur activité. Antoine Deltour est poursuivi pour vol, divulgation de secrets d'affaires, violation de secret professionnel, blanchiment et fraude informatique. Dix-huit mois de prison ferme ont été requis contre lui. Le jugement est attendu le 29 juin. Une pétition en soutien au lanceur d'alerte (support-antoine.org), relayée par de nombreuses associations, dont Financité, a recueilli plus de 200 000 signatures avant le procès.



LA CRISE DE 2008 AURAIT CAUSÉ PLUS DE 500 000 MORTS

La hausse du chômage et les coupes budgétaires consécutives à la crise financière de 2008 auraient provoqué une hausse de la mortalité par cancer représentant plus de 500 000 personnes dans le monde occidental. C'est ce que révèle une étude publiée par la revue britannique *The Lancet*. Au sein de la seule Union européenne, la crise aurait entraîné 160 000 morts par cancer, notamment à cause des coupes budgétaires dans le secteur de la santé. *Nous avons découvert que la hausse du chômage était associée à une augmentation de la mortalité par cancer mais que la couverture de santé générale protégeait la population contre ces effets. En particulier, dans le cas de cancers contre lesquels il existe un traitement, comme le cancer du sein, de la prostate et le cancer colorectal*, a précisé à l'AFP le docteur Mahiben Maruthappu de l'Imperial College à Londres, qui a dirigé les recherches. Plusieurs études avaient déjà montré l'impact de la hausse du chômage et des coupes budgétaires en matière de santé mentale ou physique. Le chômage serait ainsi à l'origine de quelque 45 000 suicides chaque année dans 63 pays, selon une étude de chercheurs suisses publiée en février 2015 dans la même revue.

À LIRE DEUX BD SUR LA FINANCE



ECONOMIX

Une solide bande dessinée pour mieux comprendre les ressorts et les racines historiques de notre économie. Le lecteur suit les pas d'un petit personnage, aux allures de prof, qui se pose de nombreuses questions et tente de comprendre les règles du jeu. Au fond, il formule des interrogations qui nous traversent souvent l'esprit mais que, par peur, de paraître un peu niais, nous n'osons pas exprimer. Sur un ton pédagogique, ludique, critique et parfois aussi sarcastique, le lecteur accède aux clefs de lecture qui permettent de mieux comprendre et de mieux articuler les tenants et aboutissants de tous les mécanismes économiques qui influencent notre quotidien. Par exemple, quand nous en arrivons à considérer comme « naturelles » des situations qui ne sont pourtant que la résultante de choix politiques et économiques, le fruit de rapports de force et de luttes de pouvoir. Des bulles à lire et à relire, donc. Une source d'étonnement et de découvertes basées sur des explications très bien documentées et admirablement vulgarisées. Bref, un vrai outil d'émancipation citoyenne.

Economix : la première histoire de l'économie en BD, de Michael Goodwin et Dan E. Burr, Les Arènes, 2014, 334 pages (22,90 €).



LES AVENTURIERS DE LA FINANCE PERDUE

Cette bande dessinée est l'œuvre de la rencontre entre le docteur en économie Christian Chavagneux, aussi éditeur à Alternatives économiques, et le dessinateur James. En reconstituant le procès imaginaire d'un clone de Jérôme Kerviel, traders, patrons de banque, lobbyistes se succèdent à la barre pour évoquer les mécanismes des crises financières. Sur un sujet aussi peu affriolant de prime abord, les auteurs réussissent l'exploit de faire rire, en mêlant, dans chaque case, l'explication solide et pédagogique d'une notion financière à un gag. Sans pitié pour l'impuissance du politique et sa consanguinité avec le secteur financier, les deux auteurs font un constat glaçant, où la seule alternative crédible semble bien devoir passer par la mobilisation citoyenne.

Les aventuriers de la finance perdue, le procès de la finance internationale, de Christian Chavagneux et James, Casterman, 2016, 126 pages (15,95 €).

NOUS RÊVIONS D'UNE BANQUE, → AUJOURD'HUI NOUS LA CONSTRUISONS !

Alors que le projet de banque coopérative NewB vient de fêter ses trois ans, vingt-six organisations affirment leur volonté de construire une banque proche de leurs valeurs.

Nous sommes le 6 juillet 2013. 1 100 personnes sont rassemblées au plateau du Heysel. Non loin d'ici, quelques années plus tôt, s'est déroulée l'assemblée générale d'une de ces grandes banques qui n'ont été sauvées de la faillite que grâce à l'intervention des pouvoirs publics. À l'époque, les actionnaires venaient demander des comptes aux dirigeants de cette vénérable institution, dont l'ampleur de la rémunération semblait inversement proportionnelle à leur capacité de gestion.

Ceux qui se rassemblent aujourd'hui sont de plus petits porteurs encore. Ils ont chacun acquis une part sociale de 20 € dans une société coopérative qui ambitionne de devenir une nouvelle banque. Comme 43 000 autres depuis un peu plus de trois mois. La campagne de souscription avait pour ambition initiale de rassembler dix mille coopérateurs en 100 jours. Elle se clôture avec un nombre quatre fois plus important de sociétaires ! Avant de passer au vote le président de l'assemblée rappelle qu'un vote favorable signifie un engagement personnel de chacun à tout faire pour couronner notre entreprise de succès. Et, notamment de rassembler le capital nécessaire. Compte tenu de tout cela, qui vote en faveur de la poursuite du projet ? Une marée de mains se lèvent et brandissent le carton de vote reçu à l'entrée.

C'était il y a presque trois ans. Depuis, le rêve a subi l'épreuve de la dure réalité d'un marasme économique et social. Emportant l'espoir annoncé de pouvoir ouvrir les premiers comptes dès 2015. Rassemblés une nouvelle fois en AG, les coopérateurs de NewB ont alors décidé en décembre 2014 de maintenir le cap mais de modifier le tempo : l'objectif reste, plus que jamais, la création d'une banque coopérative en Belgique mais en privilégiant une évolution prudente qui favorise la solidité du projet plutôt que la précipitation. Une évolution qui passe par le lancement de produits et services de la future banque avant que

celle-ci n'ouvre ses portes. Aujourd'hui, c'est une carte de paiement, ce seront demain d'autres solutions dans le respect des valeurs et de l'éthique que les coopérateurs revendiquent.

Pourquoi ? Car c'est l'objet même de NewB de satisfaire aux besoins et au développement des activités économiques et/ou sociales de ses membres. Sa première offre, la NewB Card, se distingue ainsi des formules existantes sur le marché. La coopérative entame la démonstration concrète qu'il est possible d'offrir des services financiers simples, sûrs et durables à tous les citoyens, aux associations, aux mouvements sociaux et aux entrepreneurs.

Mais il y a évidemment plus. Commander et utiliser cette carte prépayée, à de meilleurs taux et conditions que ceux que l'on trouve habituellement sur le marché,

c'est aussi renforcer le projet et franchir un pas de plus vers la banque que nous voulons créer. Car cela permet d'assurer la pérennité du projet et d'attirer de nouveaux coopérateurs. Créer une banque participative, transparente, sobre et dédiée à l'économie locale, c'est l'engagement de près de 50 000 citoyens qui ont déjà rejoint la NewB mais aussi de cette société civile très diversifiée et étendue que compte notre pays : il y avait 24 mouvements et organisations à l'origine de la coopérative, ils sont aujourd'hui pas moins de 134.

Car, que l'on ne s'y trompe pas, NewB est bien sûr un projet économique, mais c'est aussi un projet de société : en ces temps de crise financière, économique et sociale, il est urgent de proposer un nouveau paradigme. Nous voulons que NewB devienne un exemple pertinent et la norme des nouvelles banques du 21^e siècle : des banques coopératives, participatives et professionnelles apportant aux économies locales socialement et écologiquement responsables une dynamique importante et soutenue. C'est le combat que portent nos organisations, qu'elles invitent la société belge à rejoindre. ■



Action vivre ensemble, Adeppi, Agir pour la Paix, Alveus, ATD Quart Monde, Batigroupe, Centre culturel régional du Centre, Centre d'action laïque de la Province de Liège, Centrale Nationale des Employés, Concertes, Culture et Développement, Empreintes, Entraide et Fraternité, Fédération Inter-Environnement Wallonie, Financité, 8infini, International Network of Transition Catalysts, Le Volti, Maison Médicale de Ransart, Médecin du Monde, Mutualité Saint Michel, Nature & Progrès Belgique, Le Pivot, SAW-B, Les scouts, Service Civil International, SOS Faim.

CHARLEROI

→ FRANÇOIS RUFFIN, LA TOURNÉE DU PATRON

François Ruffin (à gauche).



En collaboration avec le MOC, Financité organisait, en mai, au cinéma Le Parc de Charleroi, une projection du documentaire *Merci Patron !* Dans cette farce sociale, le journaliste François Ruffin tente de faire porter, auprès de leur ancien patron, Bernard Arnault, PDG de LVMH, la voix des membres de la famille Klur, en proie au surendettement et au chômage en suite d'une délocalisation.

Propos recueillis par Julien Collinet

Quelle était l'idée de départ du film ?

François Ruffin : Je désirais faire un film qui critique l'homme le plus riche de France. Le point d'orgue devait être l'assemblée générale des actionnaires (Ruffin propose aux ouvriers licenciés d'acheter une action LVMH pour interpeller Bernard Arnault). Finalement comme nous avons été dénoncés avant même d'intervenir, ça a été un gros bide. Ensuite, dans le film, LVMH tente d'acheter le silence des Klur. Personne ne pouvait écrire ce scénario-là. Je savais que l'achat de personnes se pratiquait dans les grands groupes. C'est triste, mais le conflit entre des gens qui possèdent énormément de moyens et des salariés lambda, cela offre des possibilités d'achat infinies.

Pourquoi traiter ce sujet sur le ton de l'humour ?

Cela fait 16 ans que je baigne dedans. Au départ, on découvre des drames, et on les aborde sur le ton de la tragédie. Mais si je déverse ma colère sur le spectateur, je ne pense pas que ça va l'attirer. La question de la misère sociale, de la désindustrialisation, ce sont des questions dont les gens ont déjà entendu parler. Comment pousser des personnes à payer un billet de cinéma pour aller voir un film sur la misère sociale ? Donc il y a l'absolue nécessité de le prendre à contre-pied.

Vous dites que ce film repose sur la rencontre entre ces ouvriers, et vous, membre de la petite bourgeoisie intellectuelle. Ces deux classes ne se rencontreraient donc jamais ?

C'est rare. Même quand on est journaliste. Par ailleurs, la mondialisation a créé un fossé entre ces deux classes. L'une qui a morflé complètement avec des taux de chômage grimant au-delà des 20 % pour les ouvriers non qualifiés, et l'autre qui a été moins atteinte par la mondialisation. Le

divorce s'observe aussi dans les urnes, avec un vote Front National chez les ouvriers, alors qu'il est marginal chez les intellos.

L'activisme actionnarial est-il une des dernières armes offertes aux citoyens ?

Les gens ont rarement l'occasion d'avoir leur vrai patron en face. À la limite, ils ont affaire au patron du sous-traitant, mais c'est tout. Et, en effet, une assemblée d'actionnaires est un lieu intéressant pour confronter capital et travail. Mais ce n'est pas le seul moyen. Je suis partisan de la rue, des urnes... Aucun moyen n'est à négliger. La démocratie est riche de mille possibilités.

On sent de la colère chez les personnages du film, mais ils ont l'air résignés.

Je ne dirais pas résignés car il reste chez eux de la combativité. Il faut imaginer tout ce qu'il faut comme courage quand on est dans cette situation pour ne pas se camoufler aux psychotropes, pour continuer à envoyer des CV à gauche et à droite, à trouver de l'argent pour faire le plein d'essence. Maintenant le problème c'est qu'ils tournaient en rond, et je pense que leur propose une issue. Il y a chez eux un mélange de révolte et de servitude. Ils sont prêts à se révolter contre Bernard Arnault qui est un adversaire. Mais, en même temps, pour avoir un salaire, ils sont prêts à se mettre à son service comme de la main-d'œuvre servile.

Qu'est ce qu'il manque pour qu'ils se révoltent ?

Il leur manque d'avoir l'adversaire en face de soi. Dans les mêmes entreprises au XIX^e siècle il y avait les châteaux des propriétaires tout autour du village. La proximité rendait les richesses visibles et incitait à la révolte. Il arrivait qu'un château brûle lors d'une jacquerie ouvrière. Maintenant, on a une disjonction entre



Arnault, qui a une résidence dans les beaux quartiers à Paris, une villa à Saint-Tropez, un hôtel à Courchevel, un pied-à-terre à New York, mais rien à Poix du Nord (où est tourné le film). Lui est invisible. C'est un effort politique que de le rendre visible à nouveau. Le problème, c'est que, lorsqu'on souffre, on réagit tout de même. Et plutôt que de rentrer en conflit contre les gros, les actionnaires, les capitalistes, ça va être la rengaine « nous, les Français, contre eux, les étrangers ». C'est cette conflictualité-là qui a remplacé la conflictualité économique. ■

DES PLACES GRATUITES SONT DISPONIBLES POUR LES MEMBRES FINANCITÉ POUR LE FILM MERCI PATRON AU CINÉMA LE PARC À CHARLEROI. INFOS SUR WWW.FINANCITE.BE



Lorent Wanson
© Gaëlle François

COMÉDIE DRAMATIQUE

Présentée au théâtre du Rideau à Ixelles, la pièce *Lehman trilogy* raconte en trois épisodes l'histoire de la famille Lehman, de ses origines jusqu'à la faillite de la banque Lehman Brothers, qui conduira à la crise financière de 2008. Rencontre avec le metteur en scène Lorent Wanson.

Propos recueillis par Julien Collinet

Qui étaient ces fameux « Lehman brothers » ?

— C'est une famille juive qui immigré aux États-Unis au 19^e siècle. Ils ouvrent d'abord un petit magasin de tissu dans le sud du pays. Puis ils inventent une part du capitalisme en achetant à l'avance une part de la récolte des producteurs en prenant un intérêt dessus. Ils créent ainsi le métier d'intermédiaire. Leur expansion sera sans limite. Ils vont racheter les plantations de coton puis les industries. Philippe, qui est issu de la deuxième génération, va ensuite s'éloigner de plus en plus de la question des matières premières pour créer une banque financière. Celle-ci va gonfler, jusqu'à arriver au fantasme de Philippe Lehman : la finance pour la finance, qui n'est plus d'investir, mais de spéculer.

Vous avez l'habitude de travailler sur des sujets sociaux, pourquoi s'intéresser cette fois à des « problèmes de riches » ?

— Mais encore une fois, cela parle de tout le monde, puisque la finance a un impact énorme sur notre vie. Et ce ne sont pas les Lehman qui ont la parole. L'histoire est racontée par trois laissés pour compte qui se rendent devant l'immeuble de la banque après sa faillite. Les huissiers sont passés, on a exproprié l'ensemble des buildings de la Lehman et 200 ans d'histoire se retrouvent là, sur le trottoir. Ils vont fouiller dans les décombres pour raconter cette saga, soit avec admiration, soit en les dénonçant parce qu'ils les trouvent crapuleux.

Les gens sont intéressés qu'on leur raconte ce qui se trame dans les conseils d'administration.

La pièce a connu un certain succès, comment l'expliquer alors que la finance est un thème a priori peu séduisant ?

— L'air de rien, les gens sont passionnés qu'on leur raconte enfin ce qui se trame dans les conseils d'administration, ce monde qui semble tellement fermé et qui n'est que raconté par des spécialistes trop sérieux à la télévision. Il y a un aussi un intérêt, parce que les gens sentent que quelque chose ne va pas. Certains n'arrivent pas à boucler les fins de mois, ils voient des disparités qui augmentent. Ils veulent enfin commencer à comprendre.

Avez-vous des solutions pour sortir de ce système ?

— Il n'y a pas de solution miracle. Il se crée déjà des économies parallèles, de troc, où la question de l'obsession de la propriété est en train de disparaître. Cette notion de partage est notamment très forte chez les jeunes générations. Dans le domaine artistique, il y a par exemple beaucoup d'auteurs, qui diffusent leur œuvres sur internet gratuitement. C'est intéressant. Quand je vois que les Lehman ont inventé un système en un siècle, je ne vois pas pourquoi les humains d'aujourd'hui, ne pourraient pas faire la même chose. Je crois en la capacité d'invention des gens. ■

Lehman Trilogy de Stefano Massini et Lorent Wanson avec Angelo Bison, Iacopo Bruno, Pietro Pizzuti et Fabian Fiorini ou Alain Franco au piano.



© Andrea Messana

Cela contribuera en partie à la crise de 1929 ?

— Oui, et quand on voit comment est arrivé le crash de 1929, on comprend celui de 2008. On voit comment la finance n'a plus rien à voir avec l'économie réelle. Lehman sera d'ailleurs l'une des banques sauvées en 1929. Si en 2008, personne n'est venu soutenir Lehman, il y a peut-être une part de vengeance.

Qu'est ce que cette histoire raconte de notre monde actuel ?

— C'est intéressant de voir qu'en inventant un métier d'intermédiaire, qui n'est pas le plus compliqué du monde, il devient le métier où l'on gagne le plus d'argent alors que d'un côté de la chaîne, les producteurs de matière première crèvent et de l'autre, les industries ont beaucoup de mal.